

**DÉLIBÉRATION n°2025-62**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 24 septembre 2025**  
**Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration**  
**du 1<sup>er</sup> juillet 2025**

**Le Conseil d'Administration,**

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article unique**

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 1<sup>er</sup> juillet 2025 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres  
Membres présents ou représentés : 23 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0  
Pour : 23

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 24 septembre 2025

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LEJOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Compte-rendu du conseil d'administration 1<sup>er</sup> juillet 2025 (7 pages)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 25/09/2025

### Présents

- (1) M. Yann Lejolvivert, Président du Conseil d'administration)
- (2) M. Eric Hitti (représentant de M. David Alis)
- (3) M. Jérôme Lartigau (représentant de Mme Maryvonne Le Brignonen)
- (4) Mme Ballu-Gougeon
- (5) Mme Gaël Le Saout
- (6) Mme Corinne Poulain
- (7) M. Olivier David (représentant de M. le Président du Conseil régional)
- (8) M. Vincent Valentin
- (9) M. Romain Pasquier
- (10) M. Gil Desmoulin
- (11) Mme Armelle de Guibert
- (12) Mme Claire Toupin-Guyot
- (13) Mme Gaëlle Petit
- (14) Mme Marta Iglesias
- (15) Mme Clara Burgin
- (16) M. Tao Benard
- (17) Mme Marie Vinet
- (18) Mme Lou Presti
- (19) Mme Amandine Goutines
- (20) Mme Eva Jeanson
- (21) M. Baptiste Cadeau
- (22) M. Andrea Amore
- (23) Mme Pauline Cardot

### Représentés

- (24) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (25) M. Marc Hervé (représentant de M. Jean-Luc Chenut)
- (26) M. Thibault Tellier
- (27) M. Nicolas Escach
- (28) Mme Adeline Thobie

### Membres ayant voix consultative

- (29) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (30) Mme Léa Escalmel, Association des Anciens

### Invités

- (31) Mme Myriam Ravalet
- (32) Mme Cyrielle Leclerc
- (33) Mme Anne Sallou
- (34) M. Sébastien Châble
- (35) Mme Nathalie Pruchon
- (36) M. Hugues Parola

### Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolvivert
M. Marc Hervé	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolvivert
M. Thibault Tellier	Donne pouvoir à	Mme Gaëlle Petit
M. Gil Desmoulin	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias ( <i>jusqu'à 17 heures 30</i> )
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier ( <i>jusqu'à 17 heures 30</i> )

Mme Claire Toupin-Guyot	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier ( <i>jusqu'à 17 heures 30</i> )
M. Nicolas Escach	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
Mme Adeline Thobie	Donne pouvoir à	Mme Gaëlle Petit

*M. Lejolivet ouvre la séance.*

*Mme Ravalet procède à l'appel et constate que le quorum est atteint.*

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 13 mars 2025**

*Le procès-verbal du conseil d'administration du 6 novembre 2024 est adopté à l'unanimité.*

## **1. MESURES REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES**

- **Elections du Président du conseil d'administration**

M. Diaz annonce que le présent conseil d'administration doit procéder à l'élection du Président suite aux élections de renouvellement des membres extérieurs. Selon le règlement intérieur, le doyen d'âge de l'instance, soit Yann Lejolivet, doit mener à bien cette procédure. Par ailleurs, trois administrateurs – Vincent Valentin, Gil Desmoulin et Claire Toupin-Guyot – sont retenus par un grand oral et rejoindront la séance à 17 heures 30. Ils ont transmis leurs procurations pour le début de la séance.

*Mme Ravalet rappelle la liste des procurations.*

Mme Ravalet précise que conformément au règlement intérieur, le vote doit être réalisé à bulletin secret et qu'il sera mené à bien par le biais de l'application Balotilo. M. Yann Lejolivet est l'unique candidat à la présidence du conseil d'administration.

*Il est procédé au vote électronique à bulletin secret.*

*M. Lejolivet est réélu Président du conseil d'administration par 20 voix pour, 5 voix contre et 1 abstention.*

M. Lejolivet remercie les membres du conseil d'administration de leur confiance renouvelée, qui confirme la qualité de la collaboration entre l'équipe de l'établissement et le conseil d'administration au service du projet de l'IEP de Rennes. Il tient également à saluer l'arrivée d'une nouvelle administratrice en la personne de Gaël Le Saout.

Mme Le Saout remercie et réjouit de rejoindre le conseil d'administration de Sciences Po Rennes. Elle indique qu'elle a exercé la profession de journaliste pendant 15 ans avant de rejoindre l'équipe de Jean-Yves Le Drian au Conseil régional de Bretagne afin de prendre en charge les relations presse au sein de son cabinet lors de sa réélection en tant que Président de Région. Elle l'a ensuite suivi au ministère de la Défense, durant 5 ans, avant d'être élue conseillère régionale (durant un mandat) puis élue à la Ville de Lorient (durant un mandat). Elle a mis fin à ses mandats en 2021 pour monter sa propre agence de relations publiques, qui accompagne les projets bretons. En 2024, elle a également monté une association – Les Expertes.bzh – afin de donner de la visibilité aux expertes bretonnes vis-à-vis des journalistes et organisateurs d'événements divers.

- **Modification du règlement intérieur**

M. Diaz explique que le règlement intérieur doit être mis à jour pour respecter la règle du rectorat imposant un minimum de deux élus par collège étudiant du conseil d'administration. Après discussion avec les étudiants élus, il a ainsi été convenu de transférer l'unique siège du collège des étudiants étrangers vers le troisième collège des étudiants en quatrième et cinquième année. En effet, tous les étudiants étrangers sont titulaires d'un master à leur arrivée à Sciences Po, ce qui correspond aux attendus du troisième collège.

Mme Ravalet ajoute que les élections au conseil d'administration étant un scrutin de liste, il est impossible de proposer une liste avec un unique candidat. Dès lors, afin d'effectuer ce travail de regroupement des collèges, il convient de modifier l'article 13-3 du règlement intérieur sur la répartition des sièges dans 3 collèges et non plus 4 ainsi que l'article 15-2 relatif au dépôt des candidatures et à la constitution des listes en ajoutant la phrase suivante : « *En outre, les listes s'efforcent de favoriser la représentation de la diversité des parcours et des campus de Sciences Po Rennes.* »

*La délibération 2025-12 est adoptée à l'unanimité.*

- **Projet scientifique 2025-2030**

M. Pasquier indique que la nouvelle version du projet scientifique a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif depuis le mois de janvier 2025 avec Vincent Valentin, le Codir, le laboratoire Arènes, etc. Le précédent projet qui datait de 2021 a été complété eu égard aux thématiques traitées, à travers de grands axes – transition écologique, démocratie, politiques territoriales – dans un souci d'interdisciplinarité, d'internationalisation et d'articulation avec la dynamique du site. Ce nouveau projet fait également état de la modification de la structuration administrative de la recherche – positionnement de Gaël Hily notamment – ainsi que de la création de nouvelles chaires et d'indicateurs de suivi.

M. Diaz ajoute que ce nouveau projet scientifique prend en considération le développement des chaires de recherche partenariales, très importantes pour le rayonnement de l'Etablissement et du site rennais.

*La délibération 2025-13 est adoptée à l'unanimité.*

## **2. PEDAGOGIE – DIPLÔME SCIENCES PO**

M. Lejollivet indique que comme chaque année, les différents diplômes doivent faire l'objet d'une présentation et d'un vote. Il propose de voter les délibérations par paquet.

M. Diaz tient à remercier les équipes du pôle formation pour l'important travail préparatoire qui permet de soumettre l'ensemble des règlements au vote ce jour.

- **Règlement général des études et des examens (+annexe Stages)**

Mme Iglesias indique que les règlements des différentes formes de stage (facultatif, obligatoire, de double cursus...) ont été regroupés en un seul document. L'unique changement significatif est que le stage obligatoire (A1) qui avait lieu entre la deuxième et la quatrième année est désormais réalisable entre la troisième et la quatrième année. Les stages facultatifs ne sont pas modifiés en revanche. Pour FISP et AGRO, le stage obligatoire à l'international est validé par 12 ECTS et doit être effectué entre la fin de la troisième année et le début de la quatrième année.

M. Presti souhaite savoir si le stage à l'issue de la cinquième année est compris dans les modifications de l'annexe au règlement intérieur.

M. Diaz le confirme. A cet égard, l'Etablissement s'est mis en conformité avec le Code de l'éducation. Ainsi, le jury de cinquième année se réunissant jusqu'à la fin octobre, les stages commencés avant la fin août et jusqu'au mois d'octobre par des étudiants en master 2 peuvent être pris en compte.

M. Presti note par ailleurs le raccourcissement de la période de faisabilité du stage obligatoire alors que certains étudiants de sa promotion ont réalisé leur stage en deuxième année.

Mme Iglesias répond que peu d'étudiants effectuent ce stage en deuxième année. Les services administratifs ont émis le souhait de resserrer cette période afin de faciliter le contrôle des stages, qui sont devenus très nombreux.

M. Diaz ajoute que plusieurs étudiants ayant effectué ce stage en deuxième année ont demandé à le transformer en stage facultatif, car ils avaient trouvé un stage plus intéressant et en adéquation avec le master 2 par la suite. Il semble donc plus pertinent de recentrer cette période entre troisième et quatrième années, même s'il existe toujours une souplesse pour le décaler sur la cinquième année lorsqu'un étudiant n'a pas trouvé de stage avant.

Une élue étudiante demande si cette règle s'applique également aux étudiants en CIFA, qui ont un calendrier plus limité du fait des vacances allemandes.

Mme Iglesias répond que les étudiants en cursus CIFA ont toujours la période entre l'été de la fin de première année jusqu'à la fin de l'été de la deuxième année pour réaliser un stage facultatif. Par ailleurs, le stage obligatoire de 6 semaines a lieu entre le début de la troisième année jusqu'à la fin de l'été de la quatrième année.

*La délibération 2025-14 est adoptée à la majorité (7 voix contre).*

- Modalités de contrôle des connaissances 1A
- Modalités de contrôle des connaissances 2A
- Règlement pour la mobilité internationale
- Modalités de contrôle des connaissances et règlement de la 3A
- Règlement Bachelors
- Modalités de contrôle des connaissances 4A (+ annexe grand oral)
- Modalités de contrôle des connaissances et règlement de la 5A
- Règlement général grade master M1 et M2
- Règlement général DNM M1 et M2
- Charte Module projet 4A
- Règlement mobilité 5A
- Procédure Reconnaissance de l'engagement étudiant 2025-2026

Mme Iglesias indique que le règlement intérieur des études et des examens ne comporte pas d'autres changements.

M. Diaz propose de voter conjointement pour les délibérations 2025-15 à 2025-26.

*Les délibérations 2025-15 à 2025-26 sont adoptées à l'unanimité.*

*M. Diaz indique que les différents parcours de master 2 et leurs modalités de contrôle de connaissances peuvent être votés en bloc par école.*

#### **Modalités de contrôle des connaissances Ecole Politiques Publiques (5<sup>e</sup> année)**

- MCC Jugements et autorité publique (JAP)
- MCC Design des Politiques Publiques (DPP)
- MCC Concertation et territoires en transition (CTT)
- MCC Culture et Transition (CT)
- MCC Gouverner les Mutations Territoriales (GMT)
- MCC Recherche et Expertise en Sciences Sociales du Politique (RESSP)
- MCC Sécurité, Défense et Intelligence Stratégique (SEDEFIS)
- MCC Centre de préparation INSP

*Les délibérations 2025-27 à 2025-34 sont adoptées à l'unanimité.*

#### **Modalités de contrôle des connaissances Ecole Affaires internationales (5<sup>e</sup> année)**

- MCC Affaires Politiques Européennes (APE)

M. Desmoulin signale la modification de dénomination pour le parcours de sciences politiques Europe affaires mondiales (EAM) qui devient le parcours Affaires publiques européennes (APE). Son contenu reste inchangé.

- **MCC Analyse et gouvernance internationale des ressources et des risques (AGIR)**
- **MCC Etudes Parlementaires**

*Les délibérations 2025-35 à 2025-37 sont adoptées à l'unanimité.*

**Modalités de contrôle des connaissances Ecole Villes et environnements urbains (5<sup>e</sup> année)**

- **MCC Stratégies innovantes des territoires urbains : anticiper les transitions (IN-SITU)**
- **MCC Gouverner des Métropoles, affaires publiques et Maritimité (GMM)**
- **MCC Ingénierie des Services Urbains en Réseaux : villes en devenir (ISUR)**

*Les délibérations 2025-38 à 2025-40 sont adoptées à l'unanimité.*

**Modalités de contrôle des connaissances Ecole de Journalisme (5<sup>e</sup> année)**

- **Règlement et MCC Journalisme, Reportage et Enquête (JRE)**

*La délibération 2025-41 est adoptée à l'unanimité.*

**Modalités de contrôle des connaissances Ecole des Solidarités et de la Responsabilité Sociétale (5<sup>e</sup> année)**

- **MCC Organisation Responsables et Impacts Territoriaux (ORIT)**

M. Diaz indique qu'en 2025, il a été décidé d'ouvrir le parcours ORIT à Caen en alternance. Dès lors, les modalités de contrôle des connaissances sont présentées pour la première fois.

- **MCC Management de projets en Énergies Renouvelables (MENR)**
- **MCC Management des Risques et de la Qualité (MRQ)**
- **MCC Management des Organisations et des Projets (MOP)**
- **MCC Gouvernance des Solidarités Territoriales (GSOT)**

*Les délibérations 2025-42 à 2025-46 sont adoptées à l'unanimité.*

**Autres Modalités de contrôle des connaissances**

- **Règlement du Certificat d'études pour l'ingénieur à Caen (test CEPI)**
- **MCC Année préparatoire Campus de Rennes**

*Les délibérations 2025-47 et 2025-48 sont adoptées à l'unanimité.*

### **3. PEDAGOGIE – DOUBLE DIPLÔME**

Mme Iglesias indique que les règlements des filières INSA-Sciences Po et AGRO-Sciences Po sont inchangés. Elle précise que la filière AGRO a commencé l'année universitaire avec un effectif de 5 étudiants, mais que 2 désistements ont eu lieu en cours d'année. Pour l'année universitaire 2025-2026, de nombreux étudiants ont postulé et 10 candidats ont été retenus.

- **Règlement général des examens de la filière INSA-SCPO**

- **Règlement général des examens de la filière AGRO-SCPO**
- **Modalités de contrôle des connaissances 1A, 2A, 3A, 4A, 5A et 6A FISP**
- **Modalités de contrôle des connaissances 1A, 2A FASP**

*Les délibérations 2025-49 à 2025-52 sont adoptées à l'unanimité.*

#### **4. PEDAGOGIE – DIPLÔME INTERNATIONAUX**

Mme Iglesias précise que ce chapitre concerne les étudiants internationaux en mobilité entrante issus des universités partenaires de l'Etablissement. Ils viennent pour un ou deux semestres et pour un cursus en français ou en anglais. Depuis 2024, il existe un cursus pluridisciplinaire sans ECTS à valider, mais avec un minimum de trois cours suivis. Ces étudiants peuvent choisir les cours de leur choix dans l'ensemble de l'offre de Sciences Po Rennes.

- **Règlement Bachelor Monde chinois**
- **Modalités de contrôle des connaissances et Règlement AEPa/CEPa**
- **Modalités de contrôle des connaissances et Règlement AEP/CEP**
- **Règlement parcours pluridisciplinaire 2025-2026**

*Les délibérations 2025-53 à 2025-56 sont adoptées à l'unanimité.*

#### **5. PEDAGOGIE – FORMATION CONTINUE ET APPRENTISSAGE**

- **Maquette VAE Management des organisations et des projets (MOP)**

M. Diaz rappelle que la maquette VAE permet aux salariés de décrocher un niveau master à travers le parcours MOP. Le développement de la VAE est une obligation dans le cadre de la formation continue.

- **Règlement de la Formation Continue et de l'alternance**

M. Diaz souligne l'importance du développement de la formation continue, comme pour l'alternance en formation initiale.

- **Module laïcité**

M. Diaz explique qu'il s'agit de la création d'un nouveau module de formation continue courte.

M. Valentin précise que cette formation à la laïcité s'adresse aux élus et agents territoriaux. Cette maquette de formation se déroule sur 2 jours et demi et comporte un volet théorique (philosophique et juridique) et un volet pratique (comment aborder des cas concrets sources de contentieux). L'idée est de former au droit de la laïcité et d'éclairer philosophiquement la notion afin de gérer au mieux les tensions dans l'espace public (piscines, écoles, crèches, entretien des lieux de culte, cimetières...).

M. Diaz ajoute que cette formation correspond à une demande des services et des élus locaux.

M. Cadeau souhaite des précisions sur la maquette et sur le choix des intervenants.

M. Valentin indique qu'Alexis Buixan et lui-même, spécialistes dans ce domaine, assureront cette formation. Ils écrivent et publient régulièrement sur les questions de laïcité, avec un éclairage à la fois théorique et pratique. Il est également proposé de faire intervenir des grands témoins, qui vivent ce type de conflictualité au sein des Villes, Départements ou Régions. Par ailleurs, Thibault Tellier interviendra en sa qualité d'enseignant et d'élus. S'agissant du contenu, l'idée est de proposer un contenu théorique, lors de la première journée, afin de préciser le concept de laïcité tout en éclairant les élus de façon concrète en matière de droit de la laïcité. En effet, les solutions en droit existent et sont assez simples, mais leur connaissance est brouillée par un bruit de fond médiatique permanent sur ces sujets. La deuxième journée abordera des cas pratiques et son contenu sera précisé en fonction de la demande.



des participants inscrits. L'enjeu sera d'aborder le contentieux dans l'usage des services publics. Enfin, la troisième journée sera dédiée à l'intervention d'un grand témoin et aux échanges avec les participants.

*Les délibérations 2025-57 à 2025-59 sont adoptées à l'unanimité.*

## **6. VIE ETUDIANTE**

- **Demande de domiciliation de l'association Greenfluence Média**

M. Châble indique que l'association Greenfluence Média, issue du campus de Caen et qui a pour objet la réalisation de podcasts sur les enjeux écologiques, demande sa domiciliation à Sciences Po Rennes.

*La délibération 2025-60 est adoptée à l'unanimité.*

- **Attribution des subventions aux associations étudiantes 2025-2026**

Mme Iglesias souligne la richesse de la vie étudiante au sein de Sciences Po Rennes, qui compte près de 20 associations. Pour la première fois, les subventions ont été votées en juin par la commission Vie étudiante afin de donner une meilleure visibilité aux associations.

M. Châble indique que la proposition de répartition est soumise ce jour au conseil d'administration. L'enveloppe totale votée dans le cadre du budget prévisionnel de la CVEC s'élève à 24 600 euros, afin de laisser un reliquat de 1 400 euros à répartir ultérieurement pour des projets interassociatifs qui pourraient émerger en cours d'année universitaire.

*Le document de répartition est partagé en séance.*

M. Presti souhaite savoir si toute demande de subvention exceptionnelle émise en cours d'année serait financée par le reliquat budgétaire évoqué.

M. Châble rappelle qu'une subvention exceptionnelle a été accordée en 2024 pour l'organisation des JISPO pour le déplacement de 180 étudiants. Ainsi, le reliquat budgétaire prévu n'exclut pas une éventuelle subvention exceptionnelle si un tel cas, au bénéfice d'une part importante des étudiants de l'IEP, se représentait.

*La délibération 2025-61 est adoptée à l'unanimité.*

## **INFORMATION DE LA DIRECTION**

M. Diaz indique que la chaire Territoires et mutations de l'action publique a fêté ses 10 ans lors d'un événement sur l'île de Groix. Par ailleurs, l'école d'été du réseau du concours commun des 7 IEP, qui se déroule tous les deux ans, a eu lieu à Toulouse. A cette occasion, il a été décidé au niveau du réseau, avec les IEP de Grenoble et de Bordeaux en plus, de basculer la mutualisation de la cinquième année à la quatrième année. Il s'agit de se mettre en conformité avec le système LMD. Ce changement sera présenté à la rentrée de septembre.

M. Diaz en vient ensuite au sujet de l'INSEAC basé à Guingamp, créé en 2017 et porté par le CNAM Paris. Les trois tutelles ont décidé de faciliter sa gestion et sa gouvernance en proposant à Sciences Po Rennes d'accueillir l'INSEAC. Il s'agit d'une opportunité très intéressante, car de portée nationale, même si le projet est complexe du point de vue administratif. Le conseil d'administration sera consulté officiellement sur ce point en septembre 2025.

M. David souligne que l'enjeu est de faire en sorte que cet institut au rayonnement national reste sur le territoire régional. Toutefois, l'annonce de ce transfert a créé une certaine émotion. En tout état de cause, il est très important de faire fructifier des partenariats au sein d'un réseau et d'une structuration régionale.

M. Diaz confirme qu'il a fallu convaincre les tutelles de garder l'INSEAC en Bretagne, car il était question de son transfert à Paris ou à Cannes.

M. Lejolviet souligne que le projet de l'INSEAC ne change pas dans son contenu.

M. Diaz précise enfin que la chaire TMAP et Sciences Po Rennes, en partenariat avec la Faculté de Droit, ont candidaté avec succès à l'accueil du colloque international des politiques publiques porté par l'Association internationale des politiques publiques. Cette conférence internationale aura donc lieu à Rennes en juillet 2027.

## QUESTIONS DIVERSES

M. Lejolyvet annonce qu'il a été saisi par Madame Jeanson-Morin d'une demande d'inscription d'une motion à l'ordre du jour de la présente séance. Il n'y a pas donné une suite favorable au motif que ce sujet ne relevait pas des compétences du conseil d'administration. Il suggère d'engager un travail, avec les étudiants et la Direction, autour d'une charte afin de définir le périmètre des questions que le conseil d'administration pourrait être appelé à discuter, au-delà de son strict champ de compétences.

Un élu étudiant souligne qu'il n'a pas trouvé de liste exhaustive et limitative des compétences du conseil d'administration.

M. Cadeau indique que le texte proposé n'est pas une motion à proprement parler, mais une déclaration au conseil d'administration à propos de la liberté d'expression au sein des universités dans le contexte actuel.

M. Lejolyvet répond que s'il ne s'agit pas d'un texte de motion soumis au vote, les élus au conseil d'administration sont libres de donner lecture d'une déclaration dans le cadre des questions diverses ou de diffuser le texte par mail aux membres de l'instance.

M. Diaz précise que le Président a bien reçu une motion écrite portant la mention « à faire voter » et que pour sa part, il ne l'a reçu que ce jour.

*M. Cadeau donne lecture d'une déclaration.*

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*